

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

38^{EME} CONFERENCE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Thème : « Des systèmes alimentaires durables au service de
la sécurité alimentaire et de la nutrition »

(Rome, 15-22 juin 2013)

**ALLOCUTION DU DR RACHID BENAÏSSA
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Représentant personnel de Monsieur le Président de la République

**Messieurs les Présidents,
Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

J'ai le plaisir et l'honneur de vous transmettre, Messieurs les Présidents et Monsieur le Directeur général, Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations et les délégués, les vœux les plus chaleureux et de plein succès de Son Excellence, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, en soulignant particulièrement l'intérêt qu'il porte à lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde, lutte devenue aujourd'hui essentielle pour notre planète.

Je voudrais adresser mes vifs remerciements à Monsieur José Graziano da Silva pour les efforts qu'il déploie depuis son élection à la Direction Générale de la FAO pour en améliorer la gouvernance et lui permettre de remplir sa mission avec une efficience maximale – notamment au profit des populations qui souffrent de la faim et de la nutrition – grâce à un développement partagé et durable.

Mesdames et Messieurs,

Dans son message à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement – organisée le 5 juin dernier sous le thème « Pensez. Mangez. Préservez : dites non au gaspillage alimentaire » –, Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, notait que, dans le monde où nous vivons, l'abondance alimentaire coexiste avec la sous-alimentation de centaines de millions de personnes et une pandémie silencieuse de retards de croissance des enfants.

La FAO, pour sa part, indique que 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont gaspillées chaque année alors que plus de 20.000 enfants meurent chaque jour victimes de la faim.

Au courant du mois de mai passé, les pays africains de l'espace sahélo-saharien se réunissaient à N'djamena, au Tchad, pour discuter des moyens à mettre en œuvre pour inverser durablement les tendances à la dégradation des ressources naturelles causée par le changement climatique, la désertification et la sécheresse ainsi que les activités humaines. L'organisation d'un important colloque international, dans le même pays, a suivi et fut consacré à la

recherche des meilleures méthodes pour préserver les modes de vie ancestraux liés au pastoralisme, l'objectif étant de préserver et de renforcer la sécurité dans la région.

De leur côté, les pays méditerranéens se concertent depuis quelques mois sur le thème « l'agro-écologie, voie du futur ».

Il en est de même du G20 qui a traité à plusieurs reprises du renforcement de la sécurité alimentaire mondiale, particulièrement dans la recherche de systèmes de régulation les plus efficaces, pour faire face à la volatilité des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux et consolider la stabilité de nombreux pays.

Aujourd'hui, Monsieur le Directeur Général, vous confirmez cette tendance en inscrivant notre Conférence sous le thème « Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ».

Mesdames et Messieurs,

En citant ces événements, je veux mettre en exergue les multiples facettes et la pertinence du thème qui sera abordé lors de nos travaux, mais aussi la diversité et la complexité des questions qu'il sous-tend ainsi que la prise de conscience mondiale sur la nécessité de prendre en charge de manière frontale, durable, efficace et soutenue, le règlement des problèmes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire.

C'est, en effet, dans le cadre de la promotion de systèmes alimentaires durables que de tels défis pourront trouver les réponses idoines et que nos pays et la communauté internationale pourront agir avec le maximum d'efficacité.

Des systèmes alimentaires dont la durabilité passe, elle aussi, par celle des systèmes de production – vivriers aussi bien qu'intensifs – qui prennent en compte les capacités de reproduction, la sécurité hydrique, la protection de la diversité des ressources biologiques et les équilibres écologiques.

Il s'agit là d'un défi d'une importance capitale, dans la mesure où il faudra nourrir 9 milliards de personnes, à l'horizon 2050, tout en préservant les capacités de reproduction des ressources de la planète.

Et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui l'agriculture et le développement rural se trouvent au centre des politiques publiques de nombreux pays sur l'ensemble

des continents et ce, dans un contexte où l'économie mondiale peine à transcender ses crises de croissance et à s'inscrire dans une perspective réelle de développement durable.

Malgré les progrès accomplis, par les pays en développement, relever ce défi constituera une œuvre de grande envergure que nous pouvons réaliser par une mise en synergie des connaissances et une mobilisation efficiente des acteurs, en nous appuyant sur les expériences vécues et les études menées par notre Organisation ainsi que par d'autres institutions et organismes internationaux.

Il s'agira en fait, pour nous, de faire de notre retard dans ce domaine un atout.

Mesdames et Messieurs,

En ouvrant ainsi ce grand chantier, avec ses facettes et ses dimensions multiples, notre organisation, la FAO, fait montre d'une grande audace et d'une clairvoyance certaine que nous saluons et soutenons.

Nous sommes convaincus, pour notre part, qu'elle contribuera à la mise en place des réformes profondes qui s'imposent pour identifier et rendre durables des systèmes alimentaires et les mettre effectivement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. C'est à ce prix que la dynamique engagée permettra la diminution constante de la faim et de la malnutrition dans le monde

Mesdames et Messieurs,

Mon pays, l'Algérie, s'inscrit de manière claire dans cette démarche et procède, dans le cadre de sa politique de Renouveau agricole et rural, à la mise en place des conditions de la construction d'un système alimentaire durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition de ses populations.

Reconnaître la diversité des situations et des écosystèmes, libérer les initiatives, faciliter l'accès au foncier agricole, promouvoir un environnement incitatif, mutualiser les efforts, encourager le partenariat public/privé et compter, avant tout, sur nous-mêmes comme le préconise le NEPAD, est un credo qui guide nos actions et donne du sens à nos projets, dans l'objectif d'assurer durablement la sécurité alimentaire, une nutrition équilibrée et un développement cohérent et harmonieux de nos territoires. Tout cela, en conformité avec les dispositions de la Loi d'Orientation agricole de 2008, qui consacre nos choix en la matière.

Dans cette perspective, trois principes fondamentaux guident notre action :

- « Il n'y a pas de territoire sans avenir, il n'y a que des territoires sans projets. »
- « Le monde rural est synonyme de potentialités à découvrir et à valoriser. »
- « Il n'y a de développement durable que s'il touche l'ensemble des régions, sans marginalisation et sans exclusion aucune. »

La politique que nous menons concerne l'ensemble des territoires et concourt à libérer les initiatives et à créer les synergies entre les différents acteurs du développement. Les femmes et les jeunes font partie de ces acteurs sur lesquels repose la réalisation de cette ambition et son succès.

De plus, grâce à un ambitieux programme de renforcement des capacités humaines et d'assistance technique, nous nous sommes engagés dans le développement et la généralisation des connaissances pour faire émerger des systèmes de production adaptés, de nature à nous permettre de produire autrement, mieux et plus de nourriture, ce qui est également un élément nouveau que nous avons introduit dans notre approche en matière de développement agricole et rural durable.

Les premiers résultats sont déjà là : un taux de croissance moyen annuel de la production agricole de 13,8%, ces quatre dernières années, une amélioration significative de la sécurité alimentaire des ménages et du pays, une réduction sensible du taux de chômage – particulièrement en milieu rural – et un renforcement perceptible de la cohésion sociale.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Directeur général, qu'il y a là matière à un très vaste champ pour la coopération et le partenariat avec la FAO, le contexte étant également très favorable à la promotion d'initiatives multilatérales.

Je ne terminerai pas sans saluer à cette occasion les efforts communs déployés, et les succès enregistrés ces dernières semaines, dans la lutte antiacridienne par les pays du Sahel et du Nord de l'Afrique, en collaboration avec la FAO.

Je vous remercie pour votre aimable attention.